



**PERMIS DE CONSTRUIRE**

ARRETE PRONONCE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Description de la demande	Référence du dossier
Nom et adresse du demandeur : <b>CHEMIN DE LA DIGUE</b> <b>11 rue des Glières Blanches</b> <b>73200 GRIGNON</b> Représenté par : <b>Monsieur AYACHE Chérif</b>	Dossier n° <b>PC07313024D1013</b> Date de dépôt : <b>23/09/2024</b> Complet le : <b>26/12/2024</b>
Adresse des travaux : <b>11 rue des Glières Blanches</b> Référence(s) cadastrale(s) : <b>0E-0223</b>	
Nature des travaux : <b>Création d'un étage de bureaux et d'un garage pour véhicule professionnel, modification des clôtures</b> Destination : <b>Artisanat et bureau</b>	
Surface de plancher : <b>92.61 m<sup>2</sup></b>	

**Le Maire de GRIGNON ,**

Vu la demande de permis de construire susvisée ;  
Vu le code de l'urbanisme ;  
Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) approuvé le 04/05/2015, modifié les 07/03/2016, 29/01/2018 et 13/04/2023 et notamment le règlement de la zone Ue ;  
Vu le Plan de Prévention du Risque d'Inondation de l'Isère et ses principaux affluents en Combe de Savoie, approuvé par arrêté préfectoral le 19/02/2013, modifié le 24/12/2015 et le 09/07/2024, classant le terrain en zone Rd ;  
Vu les avis de la Communauté d'Agglomération Arlysère (gestionnaire de l'eau potable et de l'assainissement) en date du 30/09/2024 et du 17/02/2025 ;  
Vu l'avis d'ENEDIS (gestionnaire du réseau d'électricité) en date du 08/10/2024 ;

**ARRETE**

**Article 1 :**

Le permis de construire est **ACCORDE** sous réserve de respecter les **prescriptions** mentionnées à l'article 2.

**Article 2 :**

- Conformément au règlement de la zone Rd du PPRI, le muret de clôture ne dépassera pas la hauteur du talus existant et sera limitée à 0.45 m.
- Conformément à l'article UE7 du règlement du PLU, l'extension verticale du bâtiment sera implantée à 5 m minimum des limites de propriété.

Fait à GRIGNON, le 18 mars 2025  
Le Maire, François RIEU



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales. **Transmis au Préfet le : 19/03/2025**

**Nota :**

Selon le plan de classement sonore votre projet de construction est situé à proximité d'un axe bruyant et est par conséquent soumis à des prescriptions d'isolement acoustique contre les bruits extérieurs conformément à l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2016.

**INFORMATIONS PARTICULIERES**

**Le demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

**Durée de validité du permis de construire :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis de construire est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

**Le bénéficiaire du permis de construire peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible sur le site internet urbanisme de gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours,  
- dans le délai de 3 mois après la date du permis de construire, l'autorité compétente peut le retirer si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis de construire et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant le tribunal civil, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du bénéficiaire de l'autorisation**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévu par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.